|  |  |
| --- | --- |
|  | **UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME****DESCRIPTION DE POSTE** |

**Notice de sélection pour le Recrutement de Consultant Individuel**

**IC/47/PCH/2022**

 Date : 28 juillet 2022

**Pays :** République Centrafricaine

**Intitulé** : Recrutement d’un(e) Consultant(e) international(e) et d’un(e) Consultant(e) national(e) pour l’étude et l’élaboration des normes techniques allégées pour l’électrification rurale en République Centrafricaine.

**Durée de la mission :** 45 jours ouvrables étalés sur 04 mois

**Lieu** Bangui

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à

L’adresse e-mail **achats****.cf@undp.org** avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le 18 Aout 2022**. N’hésitez pas à écrire à

L’adresse procurement.cf@undp.org pour toute information complémentaire**.**

|  |
| --- |
| 1. **INFORMATIONS SUR LE POSTE**
 |
| **Nombre de postes** | 02 |
| **Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)** | National et International |
| **Nature de la consultation (Support/Substance) :** | Support |
| **Type de contrat et Grade** | IC |
| **Type d’affectation (Home based ou sur site)** | Bangui  |
| **Lieu d’affectation** | République Centrafricaine  |
| **Supervision** | Représentant Résident Adjoint au Programme  |
| **Durée de la mission** | 45 jours ouvrables  |
| **Date limite de candidature :** | **18 Aout 2022** |
| **Date estimative de démarrage de la mission** | A la signature du contrat |
| 1. **CONTEXTE**
 |
| La République Centrafricaine (RCA) couvre une superficie d’environ 623 000 km2 et compte 5 363 942 millions d’habitants selon les projections de 2021, dont 50,2% de femmes parmi lesquelles, 61% vivent en milieu rural. Le pays dispose d’un potentiel important en ressources naturelles notamment agropastorale avec 15 millions d’hectares de terres arables et de riches terres de pâturage dont l’étendue et le parcours sont estimés à 16 millions d’hectares, forestières avec 5,6 millions d’hectares de forêts dense et humide et 301 espèces d’arbres identifiées, minières avec plus de 450 indices miniers et pétroliers identifiés dont le diamant, l’or, le fer, l’uranium, hydrauliques avec une pluviométrie, à plus de 160 milliards de m³ en moyenne par an à 47 milliards m3/an d’eau de surface, 35 milliards m3/an d’eau souterraine et un potentiel hydroélectrique du pays qui est de 2 000 MW dont 1% est valorisé. Malgré ce fort potentiel, la RCA est classée parmi les dix pays les plus pauvres au monde, avec en 2021, un taux d’accès des populations à l’électricité de seulement 6% au plan nation et quasi nul dans les régions rurales. Sur le plan des énergies renouvelables en particulier l’énergie solaire, le rayonnement solaire global annuel en Centrafrique se situe aux environs de 6,6 GJ m²/an (5 KWh/m²/jour)[[1]](#footnote-1), correspondant approximativement à une durée d’ensoleillement moyenne de 2600 heures par an, soit 7,1 heures par jour. L’énergie solaire constitue donc une ressource intéressante. Son utilisation peut également être envisagée dans les autres régions du pays pour des applications ponctuelles de faible puissance, en des endroits éloignés des autres sources naturelles. La RCA a un fort potentiel en énergie traditionnelle caractérisé par un gisement forestier important. La couverture végétale du pays comprend deux blocs, les forêts semi denses (5,6 millions ha) et les savanes arborées (6,2 millions ha). L’exploitation du potentiel forestier, les diverses activités agricoles et les ordures ménagères offrent une nouvelle opportunité de disposer d’un immense laboratoire des Energies Renouvelables à base de la biomasse. L’uranium est la seule ressource en énergie non renouvelable qui soit mentionnée dans les statistiques des Nations Unies. Le gisement sédimentaire de phosphates de Bakouma (Préfecture du Mbomou) comporte des réserves connues d’uranium estimé à 20 000 tonnes. L’existence d’un gisement de lignite a été reconnue dans la même région et estimé 2,9 millions de m3. Ces deux gisements (uranium et lignite) sont insuffisamment évalués compte tenu de l’opportunité de leurs exportations à l’époque.Quant au potentiel éolien, les vitesses moyennes annuelles des vents, observées en RCA, sont comprises entre 2 et 4 m/s, et sont favorables à des éoliennes de pompage. En RCA, les zones susceptibles d’être équipées en éolienne sont les zones d’extrême nord.Pour répondre à la préoccupation majeure relative au faible accès des populations des régions rurales à l’électricité, le Gouvernement, avec l’appui du PNUD et du Fonds pour l’Environnement Mondiale (FEM), est en train de mettre en œuvre le projet de "Promotion des petites centrales hydroélectriques en République Centrafricaine (PCH-RCA)" dont l’objectif est d’aider l’Etat centrafricain à "garantir l’accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale" d’ici 2030 à un coût abordable " et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l’environnement. |
| 1. **JUSTIFICATION**
 |
| Avec un taux d’accès à l’électricité d’environ 6 % en 2021, la RCA est l’un des pays les moins électrifiés du continent africain. Pour répondre à cette situation, le pays avec l’aide du PNUD et du FEM, développe le projet de "Promotion des petites centrales hydroélectriques en République Centrafricaine (PCH-RCA)" qui vise à faciliter l’accès à l’électricité aux populations rurales à moindre coût. Or dans la catégorie de risque "Opérationnel", le risque "Financier" a identifié notamment la pauvreté généralisée de la population, exacerbée par les crises successives que le pays a connues depuis des décennies ; ce qui a abouti à la perte régulière des sources de revenus durables, pouvant affaiblir la capacité de payer les services d’électricité, notamment à cause de l’incapacité financière des populations et leurs revenus irréguliers et insuffisants. L’impact direct serait la difficulté de paiement des factures de consommation d'électricité. Pour rendre l’accès à l’électricité aux populations rurales abordables, il faut agir à la fois sur les tarifs de l’électricité et les frais de branchements. L’action sur les branchements et connexion aux réseaux électriques, autrement dit il faudra déployer des normes techniques adaptées. L’optimisation des normes techniques relatives aux réseaux électriques ruraux est donc nécessaire. Elle va permettre d’adapter et de standardiser les normes techniques de conception des réseaux afin d’améliorer la qualité des ouvrages et de réduire les coûts. Les normes jusque-là utilisées en Centrafrique, qui s’appuient sur d’anciens textes, souvent issues de pays très urbanisés, sont peu adaptées à l’électrification rurale. Elles entraînent un surinvestissement dans les infrastructures électriques, ce qui aboutit à terme à un coût d’investissement par kilowatt installé peu rentable. La définition de normes adaptées à l’électrification rurale, et plus particulièrement à la micro-hydroélectricité, constitue l’un des axes de travail du projet PCH – RCA. C’est dans cette optique que le Bureau du PNUD Centrafrique, à travers le Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques recherche le service d’un(e) consultant(e) international(e) pour une étude pour l’optimisation des normes techniques pour l’électrification rurale en République Centrafricaine.  |
| 1. **OBJECTIFS**
 |
| * 1. **Objectif de l’étude**
		1. **Etendue de la mission**

Au titre de l’étendue de leurs mandats, les consultant(es) doivent réaliser le travail ci-après décrit brièvement. Il est toutefois entendu que cette description des tâches n’a aucun caractère exhaustif et ne doit pas, par conséquent, être considérée comme limitative. Le travail devra être réalisé dans le respect rigoureux des règles de l’art, tant du point de vue des éléments qui la composent que de leur présentation. En effet, l’importance de l’accès à l’énergie pour un développement durable a donc été clairement soulignée dans ce projet découlant de la conférence de Rio puis de la 21e Conférence des parties pour le climat de Paris. Ainsi, pour lutter contre la pauvreté, il est indispensable que les populations aient accès à une source d’énergie moderne telle que l’électricité. Ce constat est affligeant et est incompatible avec tout espoir de développement durable pour le pays. Il est donc indispensable de réfléchir à de nouveaux modes d’électrification compatibles avec le développement durable. Ces architectures de réseaux de distribution électrique seront compatibles avec les caractéristiques particulières de l’électrification rurale en RCA et devront tenir compte du contexte très récent de l’émergence de nouvelles technologies de production d’énergie électrique telles que les Energies Renouvelables et le stockage d’énergie. De plus, les politiques actuelles d’aides pour l’insertion de ces nouvelles technologies dans les Pays Occidentaux peuvent laisser penser à une forte décroissance de leurs coûts et donc à une insertion plus favorable dans les réseaux électriques des Pays En Développement (PED) comme la RCA. Ainsi, tout en prétendant à réaliser les présentes prestations, les consultants(es) devront décrire dans les détails la méthodologie et les moyens qu’il se propose d’utiliser pour accomplir sa mission dans ces différentes étapes.* + 1. **Objectifs généraux**

L’objectif général assigné aux Consultants(es) est de définir des niveaux d’exigence technique et économique adaptés au contexte local, sans pour autant sacrifier la dimension sécuritaire, incontournable dans ce type d’infrastructures électriques.* + 1. **Objectifs spécifiques**

De manière spécifique le consultant sera chargé de :* Étudier les architectures (topologie de réseaux, mode de distribution, fonctionnement des sources d’énergie, etc.) de réseaux de distribution possibles pour l’électrification rurale des régions rurales centrafricaines de manière technico-économique ;
* Réduire le coût de distribution de l’énergie électrique en considérant que les critères économiques sont nécessaires mais pas suffisants pour assurer une électrification satisfaisante, notamment dans la durée, et que des études techniques de fonctionnement et de fiabilité de ces différentes architectures (en particulier l’aspect sources de production) doivent compléter les études conduisant aux différentes solutions économiques obtenues.
 |
| 1. **FONCTIONS ET RESPONSABILITES**
 |
| Les consultants(es) travailleront sous la supervision directe du Représentant Résident Adjoint au Programme et en lien direct avec la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable, ainsi que du Chef de Projet (CP). Le Consultant International, assistant technique du Projet. Ce travail se fera en étroite collaboration avec principalement : les cadres du Ministère en charge du Développement de l’Energie, Ministère en charge de la Promotion de la Femme, Ministère en charge de l’Environnement, Ministère en charge des Collectivités Territoriales, et autres partenaires nationaux et internationaux concernés, les points focaux de diverses administrations aux niveaux central et régionaux qui leur seront indiqués au démarrage de la mission ainsi que les cadres du PNUD-RCA, du Centre Régional du PNUD à Addis Abeba, du Hub du PNUD à Istanbul ainsi que toute personne ressource physique ou morale.L’objectif de cette présente consultation est l’étude et l’optimisation des normes techniques pour l’électrification rurale en République Centrafricaine.De manière spécifique, chaque consultant aura pour mission :1. **Consultant(e) International(e) est chargé (e) de l’étude et l’élaboration des normes techniques allégées pour l’électrification rurale en République Centrafricaine (Chef de file du binôme de consultants)**
* Collecter le fonds documentaire dans les principaux secteurs concernant l’étude (énergie, environnement et changement climatique, genre, social, économie, partenariat…) ;
* Produire, sur la base de l’état des lieux, de l’étude technico-économique et de l’exploitation du fonds documentaire personnel, des études techniques : - sûreté de fonctionnement, - modélisation et simulation des architectures proposées ;
* Rédiger un cahier des charges de conception des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de conception de microcentrales hydroélectriques et de réseaux électriques ruraux (réseaux de transport, de distribution, ouvrages de raccordement et installations électriques intérieures, normes technologiques pour les équipements et fonctionnalités, qualité de l’énergie, qualité de service (disponibilité, capacité et fiabilité)) ;
* Rédiger un cahier des charges d’exploitation et de maintenance des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de qualité d’un service conforme à la réglementation en vigueur ainsi que les normes de durabilité pour chaque composant du mini-réseau (ouvrages hydroélectriques, turbine, réseau).
* Produire un rapport final remettant l’étude produite ;
* Animer l’atelier de validation du document produit.
1. **Consultant(e) national(e) chargé (e) d’appuyer le/la Consultant(e) International(e) en charge de l’étude et l’élaboration des normes techniques allégées pour l’électrification rurale en République**
* Collecter le fonds documentaire dans les principaux secteurs concernant l’étude (énergie, environnement et changement climatique, genre, social, économie, partenariat…) ;
* Produire un état des lieux faisant une analyse fonctionnelle des besoins et décrire les solutions actuelles ;
* Produire une étude technico-économique des solutions adaptées à l’électrification rurale ainsi que le dossier d’architectures : - contraintes des matériels utilisés - étude économique des solutions, - description du fonctionnement global ;
* Produire un rapport de synthèses des travaux de contribution à l’étude ;
* Coanimer l’atelier de validation du document produit.

**Résultats attendus :****Pour le/la consultant(e) international(e) :*** Une note méthodologique accompagnée d’un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible ;
* Le Rapport (Draft 1) comprenant (i) les études techniques sur la sûreté de fonctionnement, la modélisation et la simulation des architectures proposées est produit ; et, (ii) comprenant le cahier des charges de conception des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de conception de microcentrales hydroélectriques et de réseaux électriques ruraux (réseaux de transport, de distribution, ouvrages de raccordement et installations électriques intérieures, normes technologiques pour les équipements et fonctionnalités, qualité de l’énergie, qualité de service (disponibilité, capacité et fiabilité)) est produit ;
* Le Rapport (Draft 2) comprenant le cahier des charges d’exploitation et de maintenance des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de qualité d’un service conforme à la réglementation en vigueur ainsi que les normes de durabilité pour chaque composant du mini-réseau (ouvrages hydroélectriques, turbine, réseau) est produit ;
* Le Rapport final de l’étude et l’optimisation des normes techniques pour l’électrification rurale en République Centrafricaine y compris sa présentation Power Point accepté par l’équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l’atelier de validation est disponible.

**Pour le/la consultant(e) national(e) :*** Une note méthodologique accompagnée d’un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible ;
* Le Rapport (Draft 1) sur l’état des lieux comprenant l’analyse fonctionnelle des besoins et la description des solutions actuelles est produit ;
* Le Rapport (Draft 2) sur l’étude technico-économique des solutions adaptées à l’électrification rurale ainsi que le dossier d’architectures : - contraintes des matériels utilisés - étude économique des solutions, - description du fonctionnement global est produit ;
* Le Rapport de l’atelier national de validation remettant la version finale du Rapport des travaux intégrant les observations et recommandations de l’atelier est disponible.

**Méthodologie** Les consultants(es) conduiront leurs missions en s’appuyant sur la revue du fonds documentaire disponible et les échanges approfondis avec les principaux acteurs du secteur. Pour cela, Ils /elles organiseront des rencontres et des entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, et les personnes ressources, en particulier les échanges avec le Groupe de Travail Participatif, tout comme l’exploitation des informations collectées en vue de la production des rapports.Le / la consultant(e) national(e) débutera ses travaux une semaine avant le/la consultant(e) international(e) afin de permettre à ce/cette dernière de disposer de la matière pour commencer sa mission. La phase de démarrage sera marquée par une rencontre de cadrage aux fins d’avoir une vision harmonisée sur les objectifs et les résultats attendus de la consultation. A cette occasion, les consultants(es) présenteront leur démarche méthodologique et les outils à utiliser ainsi que le chronogramme prévisionnel. Les Consultants(es) devront s’assurer de disposer de toutes les connaissances pour analyser les données et informations sur le projet et sur la promotion du genre et de la femme et réaliser les investigations et autres travaux complémentaires pour parvenir à la production du document de projet. Pour cela, les consultants(es) doivent effectuer : 1. Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, les personnes ressources et les membres de toute l’équipe de gestion du projet ;
2. La revue et l’étude de la documentation clé (ex. : Document de Projet, Document d’étude pour l’intégration du genre au Projet PCH – RCA, le Rapport national sur les ODDs, le Programme Pays du PNUD, les Documents de politique énergétique nationale et politique énergétique décentralisée de la République Centrafricaine, le Document de politique de l’environnement, la Stratégie du genre, etc.) ;
3. L’exploitation et l’analyse des informations collectées en vue de la production des rapports.

Les Consultants(es) s’appuieront sur un Groupe de Travail Participatif composé de représentants du PNUD, des Ministères sectorielles, du Secteur Privé et de la Société Civile pour les besoins de consultation ou de revue.Les Consultants(es) coanimeront un atelier regroupant tous les acteurs pour la validation du produit final.Le Bureau Pays du PNUD en RCA assurera le contrôle-qualité de tous les produits de la mission, en lien avec le Coordonnateur de la Cellule de Coordination du Programme d’Electrification Rurale et le Directeur Général du Développement de l’Energie.  |
| 1. **COMPETENCES**
 |
| **Corporate :****•** Démontre l’intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies• Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD• Affiche la sensibilité et l’adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d’âge• Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme**Technique :** * Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l’atteinte des résultats du projet ;
* Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;
* Être capable d’exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
* Être familiarisé avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de changements climatiques ;
* Avoir un forte capacité d’écoute ;
* Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
* Disposer d’excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
* Avoir une bonne maîtrise de l’outil informatique ;
* Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale.

**Communication :** Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales**Professionnalisme :*** Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
* Excellentes capacités d’organisation, de rédaction et de rapportage ;
* Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

**Travail en équipe :*** Ouverture d’esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks
* Capacité à travailler sous pression
* Capacité à travailler dans un environnement multiculturel
 |
| 1. **QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES**
 |
| 1. **Consultant(e) International(e)**

**Education :** * Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+5) domaines scientifiques (énergie, électrotechnique) génie électrique/électromécanique et domaines liés ayant une maitrise dans la formulation et le suivi/évaluation de politiques et/ou stratégies dans le domaine de l’énergie, connaissances en développement des énergies renouvelables, développement rural, ou tout autre domaine équivalent ;

**Expériences professionnelles :** * Avoir au moins dix (10) ans d’expérience avérée en matière de conception, exploitation et inspection des systèmes électriques (production, distribution, commercialisation) ;
* Avoir une bonne connaissance de la simulation des réseaux électriques ;
* Avoir une bonne connaissance de la problématique de l’accès à l’énergie dans les pays subsahariens ;
* Avoir une bonne connaissance en matière de formulation/élaboration/planification et de gestion voire suivi/évaluation de Politiques/Stratégies et de Programmes/Projets à caractère national dans le domaine de l’énergie ;
* Avoir une bonne connaissance des enjeux de l’électrification rurale ;
* Avoir une capacité d’analyse et de planification stratégique, intégrant notamment, la mise en place de politiques nationales et la problématique du genre ;
* Avoir une expérience en gestion des politiques et projets énergétiques ;
* Disposer d’excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée nationale.

**Langue :** * Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
* Familiarité avec l’anglais est un atout.

**Informatique :** maîtrise des logiciels sous Office et d’au moins un logiciel de modélisation ou de simulation de réseaux électriques MT ou HTA. 1. **Consultant(e) national(e)**

**Education :** * Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+4) domaines scientifiques (énergie, économie) génie électrique/électromécanique ou domaines liés ayant une maitrise dans la formulation et le suivi/évaluation de politiques et/ou stratégies dans le domaine de l’électricité, connaissances en développement des énergies renouvelables, développement rural, ou tout autre domaine équivalent ;

**Expériences professionnelles :** * Avoir au moins cinq (05) ans d’expérience avérée en matière de conception, exploitation et inspection des systèmes électriques (production, distribution, commercialisation) ;
* Avoir une bonne connaissance de la problématique de l’accès à l’énergie dans les pays subsahariens ;
* Avoir une bonne connaissance en matière de formulation/élaboration/planification et de gestion voire suivi/évaluation de Politiques/Stratégies et de Programmes/Projets à caractère national dans le domaine de l’énergie ;
* Avoir une bonne connaissance des enjeux de l’électrification rurale ;
* Avoir une capacité d’analyse et de planification stratégique, intégrant notamment, la mise en place de politiques nationales et la problématique du genre ;
* Avoir une expérience en gestion des politiques et projets énergétiques et minières ;
* Disposer d’excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée nationale.

**Langue :** * Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
* Familiarité avec l’anglais est un atout.

**Informatique :** maîtrise des logiciels sous Office.  |
| 1. **DOSSIER DE SOUMISSION**
 |
| **Une proposition technique incluant :*** Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident du PNUD en RCA ;
* Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
* Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
* Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation de la mission envisagée.

**Une offre financière incluant :** les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l’approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l’achèvement total du contrat.  |
| 1. **CRITERES D’EVALUATION**
 |
| L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants : |
| **Critères d’évaluation** | **Points (%)** |
| **Consultant(e) International(e)** |  |
| 1. **La compréhension des TdRs**
 | **15** |
| 1. **La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence**
 | **15** |
| * 1. Approche méthodologique
* Compréhension de la mission …………………………………………………………..….….…. 5 points
* Clarté …………….………………………………………………………………………………………...... 2 points
* Cohérence de l’approche ……………………………………………………………………….…. 3 points
 | 10 |
| * 1. Plan de travail conforme à la méthodologie
* Exhaustivité …………………………………………………………………………………………...….. 2 points
* Clarté …………………………………………………………………………………………….………..… 1 point
* Cohérence …………………………………………………………………………………………….….… 2 points
 | 5 |
| 1. **Qualifications et compétences**
 | **60** |
| * 1. Qualifications et expériences générales

Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+5) domaines scientifiques (énergie, électrotechnique) génie électrique/électromécanique ou domaines liés ayant une maitrise dans la formulation et le suivi/évaluation de politiques et/ou stratégies dans le domaine de l’énergie, connaissances en développement des énergies renouvelables, développement rural, ou tout autre domaine équivalent * Master 1 …………………………………………………………………………………...……. 2,5 points
* Master 2 …………………………………………………………………………………………… 8 points
* Doctorat …………………………………………………………………………………………. 10 points
 | 10 |
| * 1. Avoir au moins dix (10) ans d’expérience avérée en matière de conception, exploitation et inspection des systèmes électriques (production, distribution, commercialisation)
* Moins de 10 ans …………………..……………………………………………………………….……… 5 points
* Egal à 10 ans …………………………………………………..……………………….………..……….. 10 points
* Plus de 10 ans ……………………………….………………………………………………………...… 15 points
 | 15 |
| * 1. Expériences pertinentes pour la mission
* Avoir une bonne connaissance de la problématique de l’accès à l’énergie dans les pays subsahariens ……………………………………………………………….………………………. 10 points
* Avoir une bonne connaissance en matière de formulation/élaboration/planification et de gestion voire suivi/évaluation de Politiques/Stratégies et de Programmes/Projets à caractère national dans le domaine de l’énergie …... 5 points
* Avoir une capacité d’analyse et de planification stratégique, intégrant notamment la mise en place de politiques nationales et d’intégration du genre dans le développement …………………………………………………………………………..….…… 5 points
* Avoir une expérience en gestion des politiques et projets énergétiques et minières :
	+ 1 à 2 missions similaires ……………………………………………………………..…. 5 points
	+ Plus de 2 missions similaires ………….………………………………………..….. 10 points
* Disposer d’excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale ……....................................................... 5 points
 | 35 |
| 1. **Capacités linguistiques**
 | **10** |
| * 1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
 | 7 |
| * 1. Familiarité avec l’anglais.
 | 3 |
| **Total note technique** | **100** |
| **Consultant(e) National(e)** |  |
| 1. **La compréhension des TdRs**
 | **15** |
| 1. **La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence**
 | **15** |
| * 1. Approche méthodologique
* Compréhension de la mission …………………………………………………………..….….…. 5 points
* Clarté …………….………………………………………………………………………………………...... 2 points
* Cohérence de l’approche ……………………………………………………………………….…. 3 points
 |  |
| * 1. Plan de travail conforme à la méthodologie
* Exhaustivité …………………………………………………………………………………………...….. 2 points
* Clarté …………………………………………………………………………………………….………..… 1 point
* Cohérence …………………………………………………………………………………………….….… 2 points
 |  |
| 1. **Qualifications et compétences**
 | **60** |
| * 1. Qualifications et expériences générales

Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+5) domaines scientifiques (énergie, économie) génie électrique/électromécanique ou domaines liés ayant une maitrise dans la formulation et le suivi/évaluation de politiques et/ou stratégies dans le domaine de l’électricité, connaissances en développement des énergies renouvelables, développement rural, ou tout autre domaine équivalent * Master 1 …………………………………………………………………………………...……. 2,5 points
* Master 2 …………………………………………………………………………………………… 8 points
* Doctorat …………………………………………………………………………………………. 10 points
 | 10 |
| * 1. Avoir au moins cinq (05) ans d’expérience avérée en matière de conception, exploitation et inspection des systèmes électriques (production, distribution, commercialisation)
* Moins de 05 ans …………………..……………………………………………………………….……… 5 points
* Egal à 05 ans …………………………………………………..……………………….………..……….. 10 points
* Plus de 05 ans ……………………………….………………………………………………………...… 15 points
 | 15 |
| * 1. Expériences pertinentes pour la mission
* Avoir une bonne connaissance de la problématique de l’accès à l’énergie dans les pays subsahariens ……………………………………………………………….………………………. 10 points
* Avoir une bonne connaissance en matière de formulation/élaboration/planification et de gestion voire suivi/évaluation de Politiques/Stratégies et de Programmes/Projets à caractère national dans le domaine de l’énergie …... 5 points
* Avoir une capacité d’analyse et de planification stratégique, intégrant notamment la mise en place de politiques nationales et d’intégration du genre dans le développement ………………………………………………………………………….….…… 5 points
* Avoir une expérience en gestion des politiques et projets énergétiques et minières :
	+ 1 à 2 missions similaires ………………………………………………………………. 5 points
	+ Plus de 2 missions similaires ………………………………………………….. 10 points
* Disposer d’excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale ……....................................................... 5 points
 | 35 |
| 1. **Capacités linguistiques**
 | **10** |
| * 1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
 | 7 |
| * 1. Familiarité avec l’anglais.
 | 3 |
| **Total note technique** | **100** |
| Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.* Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.
* Le marché ou le contrat sera attribué au/ à la consultant(e) ayant rempli les deux (02) conditions ci-après :
1. Le/la consultant(e) techniquement qualifié(e) ayant présenté l’offre financière la plus basse parmi les offres techniquement qualifiées ; Applicables pour les services de support ou de nature relativement simple suivant les exigences des TDRs ;
2. Le/la consultant(e) ayant obtenu le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%). Applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;

*Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disant) / Offre financière de A] x 30***N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l’option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.** |
| **Eligibilité pour l’évaluation technique** * Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+5) domaines scientifiques (énergie, électrotechnique) génie électrique / électromécanique ou domaines liés ayant une maitrise dans la formulation et le suivi/évaluation de politiques et/ou stratégies dans le domaine de l’énergie, connaissances en développement des énergies renouvelables, développement rural, ou tout autre domaine équivalent ;
* Avoir une bonne connaissance de la problématique de l’accès à l’énergie dans les pays subsahariens ;
* Avoir une bonne connaissance en matière de formulation/élaboration/planification et de gestion voire suivi/évaluation de Politiques/Stratégies et de Programmes/Projets à caractère national dans le domaine de l’énergie.
 |
| **Mode de paiement** | Le tarif journalier doit être "tout - inclus"[[2]](#footnote-2) et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvé par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais. |
| Par Heure | Monnaie | Montant |
| Par jour - Oui | Monnaie | Montant |
| Par semaine | Monnaie | Montant |
| Les modes de paiement seront les suivants :**Consultant(e) international(e)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | **Echéancier à la signature du contrat** | **Part (%)** |
| **Livrable 1 :** Note sur la compréhension des TdRs et sur l’approche méthodologique accompagnée d’un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat validé par la supervision | 03 jours | 20 |
| **Livrable 2 :** Rapport (Draft 1) comprenant (i) les études techniques sur la sûreté de fonctionnement, la modélisation et la simulation des architectures proposées est produit ; et, (ii) comprenant le cahier des charges de conception des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de conception de microcentrales hydroélectriques et de réseaux électriques ruraux (réseaux de transport, de distribution, ouvrages de raccordement et installations électriques intérieures, normes technologiques pour les équipements et fonctionnalités, qualité de l’énergie, qualité de service (disponibilité, capacité et fiabilité))  | 17 jours  | 20 |
| **Livrable 3 :** Rapport (Draft 2) comprenant le cahier des charges d’exploitation et de maintenance des réseaux hydroélectriques ruraux, précisant les normes de qualité d’un service conforme à la réglementation en vigueur ainsi que les normes de durabilité pour chaque composant du mini-réseau (ouvrages hydroélectriques, turbine, réseau)  | 30 jours  | 20 |
| **Livrable 4 :** Rapport final de l’étude et l’optimisation des normes techniques pour l’électrification rurale en République Centrafricaine y compris sa présentation Power Point accepté par l’équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l’atelier de validation | 45 jours  | 40 |
| **TOTAL** |  | **100%** |

**Consultant(e) National(e)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | **Echéancier à la signature du contrat** | **Part (%)** |
| **Livrable 1 :** Note sur la compréhension des TdRs et sur l’approche méthodologique accompagnée d’un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat validé par la supervision | 03 jours | 20 |
| **Livrable 2 :** Rapport (Draft 1) sur l’état des lieux comprenant l’analyse fonctionnelle des besoins et la description des solutions actuelles  | 17 jours  | 20 |
| **Livrable 3 :** Rapport (Draft 2) sur l’étude technico-économique des solutions adaptées à l’électrification rurale ainsi que le dossier d’architectures : - contraintes des matériels utilisés - étude économique des solutions, - description du fonctionnement global  | 30 jours  | 20 |
| **Livrable 4 :** Rapport de l’atelier national de validation remettant la version finale du Rapport des travaux intégrant les observations et recommandations de l’atelier | 45 jours  | 40 |
| **TOTAL** |  | **100%** |

**Temps requis pour l’exécution des demandes de paiement**L’exécution des demandes de paiements sera assujettie à l’examen et l’approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours. |
| 1. **Signatures- Post Description Certification**
 |
| Titulaire (*si applicable)*Name Signature Date |
| SuperviseurName / Titre Signature Date |
| Chief Division/SectionName / Titre Signature Date |

NB : Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

1. Rapport provisoire d’initiative de la CEMAC et de la CEEAC avec l’appui du PNUD  [↑](#footnote-ref-1)
2. Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition. [↑](#footnote-ref-2)